

Benet, Iván et Gyenis, János (éds), *Economic Studies on Hungary's Agriculture*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1977, 194 p.

H. R. C. Wright

Volume 11, numéro 1, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701034ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701034ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Wright, H. R. C. (1980). Compte rendu de [Benet, Iván et Gyenis, János (éds), *Economic Studies on Hungary's Agriculture*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1977, 194 p.] *Études internationales*, 11(1), 191–192. <https://doi.org/10.7202/701034ar>

certaine ambiguïté. On peut comprendre que dans les pays où il existe de fortes populations catholiques cette doctrine ait rencontré un grand écho dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale.

Les chapitres suivants traitent de chacun des grands partis démocrates-chrétiens actuels et passés en respectant un plan assez semblable : origines et histoire, organisation et problèmes actuels. La présentation reste à un niveau plutôt descriptif qui rend la lecture parfois un peu fastidieuse. On ne peut nier l'importance de cette partie descriptive, mais il aurait été souhaitable d'en savoir plus sur les forces socio-économiques sur lesquelles s'appuient les démocrates-chrétiens, et au niveau électoral et sur le plan financier. Une telle analyse aiderait à mieux comprendre la nature réelle de ces partis et les raisons de leur glissement à droite.

Par exemple, Irving parle longuement des différents courants qui constituent la démocratie chrétienne italienne sans jamais nous expliquer de façon convaincante comment ils sont nés ni comment ils réussissent à se perpétuer. Il nous semble important d'indiquer que ces querelles de factions si néfastes pour le système politique italien dépassent de simples conflits de personnalités et d'ambitions. De la même façon, il aurait été utile de montrer que l'actuel parti socialiste français a fait des percées importantes dans les régions catholiques de l'Ouest, précisément là où, autrefois, le M.R.P. avait trouvé des appuis solides. Le vote pour ce parti avait une signification différente selon les régions, ce qui peut expliquer, du moins en partie, les ambiguïtés qui l'ont finalement tué.

Le livre se termine avec un chapitre sur la contribution la plus durable de la démocratie chrétienne à la vie politique européenne, la création de la C.E.E. On ne saurait trop surestimer l'impact des trois pères du Marché commun – De Gasperi, Schuman et Adenauer – sur l'orientation qu'a prise celui-ci. Il est évident que l'intégration européenne a bien évolué depuis le

début des années cinquante, mais il est indéniable que s'il existe un véritable parti européen, c'est bien la démocratie chrétienne.

Enfin, pour le chercheur ou l'étudiant de la vie des forces politiques en Europe occidentale, l'ouvrage d'Irving propose une bibliographie assez complète et à jour, indispensable à toute personne qui voudrait pousser plus loin ses connaissances des différents aspects des partis démocrates-chrétiens de la C.E.E.

Alex MACLEOD

*Directeur du Centre interuniversitaire  
d'études européennes*

## HONGRIE

BENET, Iván et GYENIS, János (éds),  
*Economic Studies on Hungary's Agriculture*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1977, 194p.

Ce livre rassemble neuf études de l'industrialisation de l'agriculture hongroise. Les auteurs s'intéressent avant tout aux critères par lesquels on peut juger le succès de l'adaptation du secteur agricole dans un pays devenu moderne et industriel, soit capitaliste ou socialiste. L'*agro-business* américain est pour eux l'idéal de l'efficacité.

Est-ce que l'industrialisation rapide de l'agriculture est forcément aussi pénible aux paysans qui y restent que l'entrée dans le monde manufacturier au temps de la révolution industrielle ? Est-ce que la voie socialiste peut aplanir la transition ? C'est évident qu'une collectivisation prématurée est une aliénation, quand le paysan ne peut pas encore voir sa sécurité future dans une agriculture transformée. Par bonheur, le gouvernement hongrois ne s'est pas obstiné à continuer sa première tentative de collectivisation, en 1950, contre l'opposition des paysans déjà offusqués par l'obligation de livrer leurs produits à bas prix. En 1957, les livraisons étaient moins coercitives et

mieux rémunérées, et les petits producteurs paysans commençaient à répondre aux besoins et aux occasions de l'industrialisation nationale. En 1958, on a amorcé la collectivisation générale. C'était une politique gaspilleuse. Les moyens de production que les paysans possédaient déjà étaient en partie inaptes à la nouvelle organisation du travail et on a dû les remplacer, mais heureusement l'État a reconnu cette nécessité et a fourni un investissement accru à l'agriculture. La collectivisation et la modernisation de l'agriculture allaient ensemble, mais les ex-paysans, membres des fermes collectives, n'en étaient pas heureux. Leur situation était nettement inférieure à celle des ouvriers à gages, auxquels ces fermes étaient obligées de donner des salaires et des bienfaits sociaux égaux à ceux des employés de l'État dans le secteur rural. Les membres portaient les risques du climat et des erreurs technologiques, mais pour chacun individuellement, sa part de risque collective était bien moins redoutable que pour un paysan indépendant, et la réticence de la population agricole face à la modernisation a diminué en conséquence. Dès le commencement, la modernisation a facilité la collectivisation, du moins en guise de contre-irritant, et bientôt par les améliorations évidentes. L'augmentation des revenus des fermes collectives a permis des dispositions convenables pour la sécurité sociale des membres. En 1968, la situation des

membres était supérieure à celle des employés, et des gens sans titre à la terre ont manifesté pour la première fois le désir de devenir membres.

Jusqu'aux réformes de 1968, le système de planification nationale a lié chaque ferme collective à des entreprises socialistes et monopolisantes du commerce en gros et de l'industrie alimentaire. Miklós Hegedüs démontre que l'introduction en 1968 d'un système de contrats relativement libres a créé un peu de concurrence, au grand profit moral et matériel des fermes collectives, et un peu de flexibilité pour l'intégration verticale et horizontale dans le secteur alimentaire de l'économie. *L'agro-business* moderne est maintenant possible en Hongrie.

Dans quelques régions la terre est trop pauvre, les terres arables sont trop dispersées, la population est trop éparse ou les produits sont trop peu propres aux opérations sur une grande échelle pour que l'État veuille fournir les capitaux nécessaires pour créer des fermes collectives efficaces. Là, on a créé des coopératives pour servir et améliorer les entreprises des petits producteurs paysans. C'est une autre voie à la modernisation. La contribution de Janós Gyenis à ce sujet est très instructive.

H. R. C. WRIGHT

*Département d'économie,  
Université McGill*